Comité de Veille DALO des Yvelines

Réunion du 17 Janvier 2019

Participants

Richard TELLIER	CLLAJ de SQY	clajsqy.rtellier@wanadoo.fr
Sylvain LE MAY	La Mandragore	s.lemay@mandragore-chrs.fr
Meriem ENNJIMI	CHRS La Nouvelle Etoile	mennjimi@nouvelle-etoile.org
Eve CHAMPOT	SNL 78	e.champot@snl-yvelines.org
Sophie GILLES	SNL 78	s.gilles@snl-yvelines.org
Amandine LEPLARD	Infos soins	aleplard@seay.fr
Nadège FREMIOT	Infos Soins	nfremiot@seay.fr
Dominique CHANZY	SNL 78	dom.chanzy@wanadoo.fr
Anne DE LABURGADE	Croix Rouge Française	anne.delaburgade@neuf.fr
Angélique VARD GALINDO	CLLAJ VDS	claj.vds@wanadoo.fr
Sonia CHERROUK	ALFI	sonia.cherrouk@groupe-arcade.com
Lina PONS	CLLAJ de Versailles	lina.pons@claj78.org
Anne-Sophie MOUILLET	Lien Yvelinois	mouillet@ly78.fr
Anne Laure CLAIRON	Lien Yvelinois	clairon@ly78.fr
Judith MANUEL	Habitat et Humanisme	j.manuel@habitat-humanisme.org
Vincent DUBRAY	Foyer Relais Jeunes des Près	Vincent.dubray@rjp-sqy.org
Jean-François LE NEEN	FAP	jfleneen@fondation-abbe-pierre.fr

1. Point sur l'AVDL 2018

Pour rappel, La Mandragore intervient sur le territoire GPSetO et le Lien Yvelinois sur le reste du département.

L'AVDL est organisé en deux pôles : le diagnostic qui évalue le besoin et l'adhésion éventuelle du ménage à un accompagnement social puis le pôle accompagnement.

Sur les diagnostics, la Mandragore a réalisé 112 diagnostics du 1 Novembre 2017 au 31 Octobre 2018. Sylvain Lemay explique qu'il y a moins de diagnostics que l'année précédente.

83 % des diagnostics sont préconisés par la COMED. Les autres sont préconisés par les assistantes sociales de secteur, les bailleurs, les travailleurs sociaux des structures...

Mr Mattoir n'aurait pas la répartition exacte du nombre de diagnostics en fonction des prescripteurs. A voir si un outil de suivi existe pour comptabiliser les nombres de préconisations totales. La DDCS aurait comptabilisé 148 préconisations sur le 1^{er} trimestre 2018.

Sur les 112 diagnostics réalisés 59 % aboutissent sur une mesure d'accompagnement : 53 sur un niveau 1, 50 sur un niveau 2 et 8 sur un niveau 3.

Pour les diagnostics qui n'aboutissent pas sur une mesure AVDL 30 % n'ont pas besoin d'accompagnement 22 % ont refusé le diagnostic 25 % ont été orientés en structure, et 23 % ont été transférés dans un autre département.

La mandragore souligne que les diagnostics ne sont pas réalisés pour les personnes en structure d'hébergement pour éviter le doublon de financement. Sophie Gilles confirme cependant que pour les familles monoparentales et au RSA en structure, un diagnostic social était systématiquement préconisé par la COMED.

Concernant le Lien Yvelinois, 203 diagnostics ont été préconisés et 307 diagnostics réalisés sur l'année 2017/2018 : 156 n'ont pas abouti à une mesure d'accompagnement, 112 mesures de niveau 1 et 39 mesures de niveau 2.

Pour ce qui concerne l'accompagnement, la mandragore a suivi 162 ménages sur l'année. 77 mesures sont terminées, 19 personnes pas relogées dû à l'arrêt de la mesure. 85 mesures sont encore en cours et 9 personnes n'ont pas adhéré.

La mandragore précise que la DRIHL accentue le relogement des personnes accompagnées et considérées comme « prêtes au relogement » depuis plus de 6 mois.

Pour ce qui concerne les recours au contentieux les associations n'aident pas les ménages à le réaliser mais les oriente vers l'ADIL (demande faite par la DDCS).

Un recours est possible lors d'un refus CAL. Orientation faite également vers l'ADIL.

19 % des ménages n'ont pas eu de proposition de logement.

En ce qui concerne la composition familiale il y a 1/3 de personne isolée, 1/3 de famille monoparentale, 1/3 de couple avec enfants.

61 % des personnes sont en situation d'emploi.

Proposition de logement : 235 propositions de logement sur l'année.

Action logement propose des logements en direct. Une rencontre serait intéressante avec action logement mais une grosse restructuration est en cours. Les autres propositions viennent de la DDCS. Un protocole bailleur a été mis en place avec la DDCS et une dizaine de bailleurs. Une réunion a été effectuée pour l'instant. Des situations sont présentées et les bailleurs proposent des logements pour les familles qui restent bloquées sur le relogement (petite ressource, refus multiples...). La mandragore envoie également des listes directement au bailleur pour les familles PAL.

Sur les 235 propositions 138 ont abouti à des refus :

- 36 % pour revenus insuffisants sur le reste à vivre (entre 15 à 18 euros par jour par personne). Si les refus sont abusifs la DDCS peut intervenir. Il faut également faire des recours aux défenseurs des droits. Il faut savoir que le reste à vivre est calculé différemment selon les bailleurs. Chaque bailleur applique son barème.
- 21 % autres
- 17 % refus des ménages
- 7 % attribué à un autre demandeur

Pour l'accompagnement du Lien Yvelinois sur l'année 2017/2018, 193 mesures sont en cours dont 91 ménages relogés, 9 propositions en cours, 21 familles non prêtes au relogement 70 familles en attente d'une proposition et 91 fins de mesure sur cette année.

2. Préparation d'une rencontre avec DOCAPOST

Réunion prévue le 18 Avril 2019 après midi au CLLAJ de Versailles. Mr MATTOIR sera présent. Pour rappel DOCAPOST assure l'instruction des recours DALO pour le compte de la COMED (prestataire de l'Etat).

Plusieurs questions à éventuellement soulever lors de la rencontre ont été recensées :

- Difficultés pour certains membres de la COMED quant à la lecture des recours du fait du type de mise en page des listes envoyées par DOCAPOST. Des propositions pour mieux organiser le détail des situations ?
- Les NPU sont toujours abordés en fin de commission alors le temps manque pour un bon traitement. Il serait peut-être judicieux de commencer par les NPU et finir par les PU (ces derniers sont presque tout le temps confirmés). Ce n'est pas du ressort de DOCAPOST, il faut peut-être voir avec le président de la COMED pour changer l'ordre des dossiers.
- DOCAPOST donne un avis préalable sur les reconnaissances PU ou NPU. N'y-a-t-il pas des risques de dérives pour des dossiers sujets à interprétation ?

- D'après certains membres, des dossiers ne sont pas étudiés s'il manque le rapport social. Un membre confirme que la note sociale n'est pas une pièce obligatoire, le dossier doit être étudié. Il est rappelé que la note sociale est indispensable si un accompagnement social est effectué surtout en cas de demande d'AVDL.
- Combien de recours sont quotidiennement instruits par DOCAPOST et combien de temps prend en moyenne une instruction ?
- Quelles sont les pièces obligatoires pour un recours ? Quelles sont les pièces complémentaires susceptibles d'être demandées et pourquoi ? S'il manque des pièces comment sont-elles réclamées aux ménages et de quel délai dispose-t-il pour les retourner ?
- Y-a-t-il systématiquement une prise de contact avec le TS intervenant dans la situation lorsqu'il apparaît dans le recours ?
- Les personnes reçoivent-elles les notifications PU systématiquement par courrier avec accusé de réception ?
- Une dématérialisation des formulaires de recours est-elle prévue ?

3. Activité régionale :

- Retour sur la Commission DALO du CRHH de novembre 2018 (cf. CR joint à l'invitation) Importance du relogement des « DALO historique ». Il reste 18 000 ménages reconnus PU DALO entre 2008 et 2012 à reloger mais seuls. 3595 ont une DLS encore active. La DRIHL n'a pas prévu de financer de nouvelle mesure AVDL pour essayer de « repêcher » ces ménages sans DLS. Les mesures validées pour accélérer le relogement de ces ménages : désignation unique (pas dans le 92) sur un logement, mobilisation de mesure AVDL.

Action logement : un protocole entre la DRIHL et action logement a été signé. Action logement doit en effet reloger sur leur patrimoine 25 % de personnes reconnues prioritaires. Il ne respecte pas ces quotas. Les propositions sont en baisse par rapport à l'année dernière. Cela s'explique par le manque de rotation dans les logements.

L'attribution d'office n'est pas mise en œuvre par les services de l'Etat malgré les instructions ministérielles. Une étude précise des refus en CAL est prévue au niveau régional

En ce qui concerne la caducité des dossiers DALO, il était prévu dans les Yvelines de réétudier en COMED les situations. C'était expérimental notamment pour les personnes qui refusent une proposition de logement. Les membres de la COMED expliquent que ça n'est pas d'actualité et que la caducité se fait aujourd'hui de façon administrative.

- Chiffres 2018 de la COMED 78 :
 - 5895 demandes étudiées en 2018 : 5390 DALO (+ 1118 par rapport en 2017) et 505 DAHO (592 en 2017)
 - 1585 de validation soit 25 %
 - 33 % de sortant de structure
 - 17 % de délai anormalement long
 - 15 % hébergement chez un tiers
 - 13 % dépourvu de logement
 - 2.4 % insalubre
 - 6 % menacé d'expulsion

Peu de personnes saisissent la COMED lors d'une procédure d'expulsion. Cela peut s'expliquer par un manque d'information. L'ADIL peut informer les ménages sur leurs droits. Il serait intéressant de mettre leurs coordonnées lorsqu'un refus est fait au ménage par DOCAPOST, notamment pour dossier incomplet.

Un membre souligne que le travail de DOCAPOST est bien fait et complet. DOCAPOST possède une boîte mail pour demander un duplicata de décision.

Dans certaines COMED, pour les personnes en structure, pour être reconnue prioritaire DALO il faut obligatoirement avoir une DLS active et être prêt au relogement (inscrit sur SYPLO) pendant 1 an.

4. **Prochaine rencontre régionale des comités de veille DALO** se fera le 26 Février 2019. La DRIHL sera présente.

5. **Manuel pratique pour l'application du DALO en IDF, 2^{ème} édition**

Il est en cours d'impression et sera distribué lors de la rencontre régionale. On peut le télécharger par internet.

https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/Man_pratique-dalo_daho_final_web.pdf

6. **Fonctionnement de la COMED 78 et étude de cas**

Une question se pose sur les jeunes hébergés chez leurs parents. Un membre explique qu'il y a souvent des refus alors que les conditions de vie peuvent être précaires. La COMED regarde principalement l'urgence de la situation ainsi que la typologie du logement d'accueil. Il regarde au

cas par cas. Des justificatifs sont demandés. Il peut aussi avoir des difficultés en cas de colocation lors de séparation.

**PROCHAINE RENCONTRE LE 18 AVRIL 2019 A 14H30 EN PRESENCE DE LA
DDCS ET DOCAPOST**

**NOUS SERONS ACCUEILLIS PAR LE CLLAJ DE VERSAILLES
AU CENTRE OZANAM 24 RUE DU MARECHAL JOFFRE
78 000 VERSAILLES – SALLE SAINT THOMAS -**